

« Toute la lumière doit être faite sur l'attentat de Karachi »

BERNARD CAZENEUVE, député (PS) de la Manche, maire de Cherbourg, demande une mission parlementaire

LE 8 MAI 2002, à Karachi (Pakistan), onze membres de la Direction des chantiers navals DCN de Cherbourg employés à la construction de sous-marins trouvaient la mort dans un attentat qui a fait en tout 14 victimes. Après avoir envisagé la piste Al-Qaïda, la justice s'intéresse désormais à ce contrat emporté en 1994 et qui prévoyait le versement de commissions. Selon les documents, l'attentat serait une vengeance fomentée par des officiels pakistanais à la suite de l'arrêt du versement de ces commissions après l'élection de Jacques Chirac en 1995. Hier, « Libération » indiquait par ailleurs que les services secrets français avaient mené des expéditions punitives au Pakistan au printemps 2002. Avec son collègue Jean-Pierre Godefroy, sénateur (PS) de la Manche, Bernard Cazeneuve, le député-maire (PS) de Cherbourg réclame l'ouverture d'une mission d'information parlementaire.

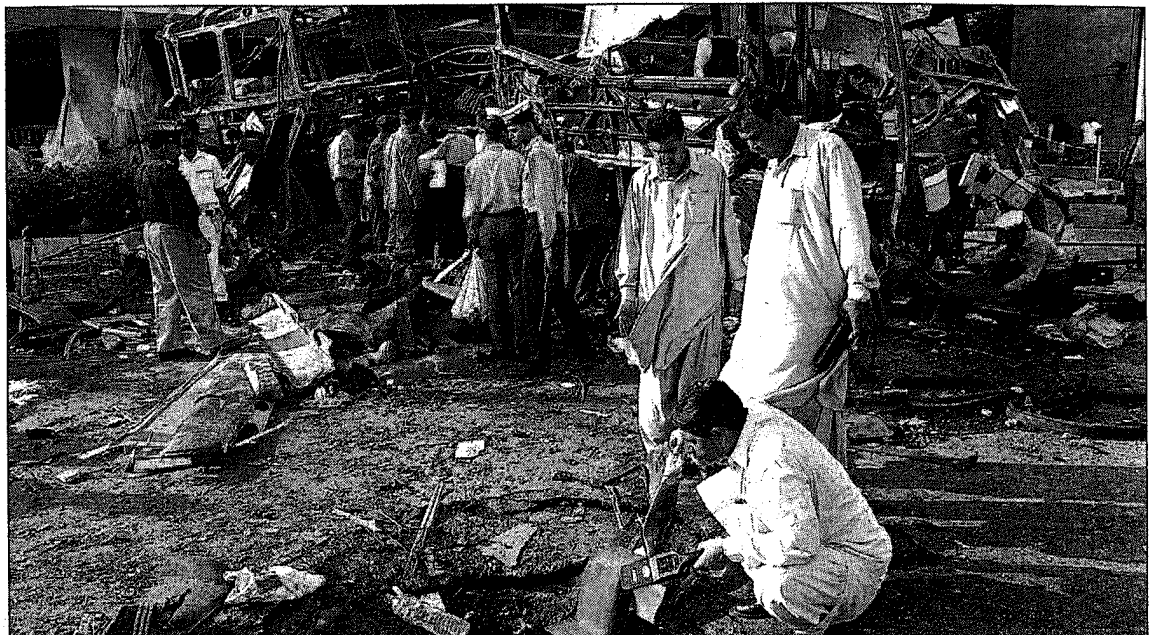
Pourquoi souhaitez-vous cette mission ?

■ **Bernard Cazeneuve.** C'est simple, nous voulons connaître la vérité sur ce drame. Face à une telle tragédie, on doit cette vérité aux familles. Or, aujourd'hui, les proches n'ont pas de réponses. Une procédure judiciaire est en cours mais il est également de notre devoir de parlementaire d'exiger qu'on fasse toute la lumière. Je rappelle que les employés de la DCN qui sont morts à Karachi étaient investis dans une action qui engageait l'Etat. Le Parlement devrait donc pouvoir entendre tous les principaux acteurs de ce dossier : les responsables de la DCN de l'époque, mais également les responsables politiques.

Pensez-vous que l'on cache la vérité aux familles



(AFP/M. DANIAU)



KARACHI (PAKISTAN), LE 8 MAI 2002. Les onze Français victimes de l'attentat travaillaient à la construction de sous-marins pour le compte des chantiers de Cherbourg. (AFP/AAMIR QURESHI.)

ou tout simplement qu'on ne la connaît pas ?

Je n'ai pas de réponse. Je demande simplement que tous les moyens soient mis en œuvre pour que l'on sache la vérité.

Ce n'est pas le cas ?

J'espère que ce n'est pas le cas. Néanmoins, il est vrai que je nourris certaines craintes. Sur un sujet aussi sensible, il n'est pas impossible que les juges subissent des pressions.

« Les familles ont besoin de réponses »

Les familles des victimes se disent abandonnées, qu'en pensez-vous ?

Elles sont méprisées et livrées à elles-mêmes, seules face à leurs souffrances. Elles se sentent humiliées. Par l'exécutif notamment.

Comment jugez-vous

la réaction de Nicolas Sarkozy qui a évoqué une « fable » et des informations « grotesques » ?

Les familles des victimes attendaient un autre discours de la part du président. Sur la forme et sur le fond. On aurait aimé davantage de sobriété et de retenue et moins de désinvolture. Les familles voulaient du président qu'il s'engage pleinement pour la manifestation de la vérité.

Après la piste Al-Qaïda, on évoque la piste politique...

N'ayant pas accès au dossier — ce qui est bien normal —, je n'ai aucun moyen de dire qu'une piste est meilleure que l'autre. Néanmoins, lorsque les premières informations évoquant des commissions versées en marge de la signature du contrat ont paru dans la presse en décembre, j'ai envoyé un courrier au ministre des Affaires étrangères et au

ministre de la Défense. J'ai été reçu par Bernard Kouchner qui m'a dit n'avoir aucune information précise concernant cette affaire. Quant à Hervé Morin, il m'a renvoyé vers un de ses conseillers qui a, entre-temps, quitté son poste. Je ne l'ai donc pas rencontré.

Quel est votre sentiment sur cette thèse politique aujourd'hui privilégiée ?

On découvre un contexte extrêmement malsain avec des manipulations de toute part. Comment se fait-il, par exemple, qu'un document écrit par un ancien agent de la DST (*Direction de la surveillance du territoire*) dorme dans un tiroir de la DCN ? Comment se fait-il que ce document de 2002 n'apparaisse dans le dossier qu'en 2008 ? Les familles des victimes ont besoin de réponses.

PROPOS RECUEILLIS
PAR TIMOTHÉE BOUTRY